

LE CARNET | ANNONCES LÉGALES

SECOURS POPULAIRE

Appel aux dons et au bénévolat pour aider les réfugiés

DRÔME-ARDÈCHE. Le Secours populaire français (SPF) vient en aide aux migrants et aux réfugiés depuis de nombreuses années. Aujourd'hui, plus que jamais, les bénévoles de l'association soutiennent enfants et familles, ils apportent une solidarité matérielle et morale. Partout en France, les migrants et les réfugiés sont reçus dans les permanences d'accueil, de solidarité et re-lais-santé du Secours populaire, et sont aidés, dans l'urgence, dans les domaines alimentaire et vestimentaire, la mise à disposition de kits d'hygiène, le soutien à la mobilité et aux démarches administratives, mais aussi l'ac-cès aux droits de santé, l'ac-compagnement scolaire, etc. Le Secours populaire, avec ses partenaires en France, en Europe et dans le monde, agit depuis toujours auprès des millions d'enfants, de femmes et d'hommes qui fuient la faim, les catastrophes, les conflits armés, les persécutions... Mobilisée auprès des populations sur place, l'association agit dans plus de 60 pays pour améliorer les conditions de vie des personnes les plus fragiles. Avec son mouvement d'en-fants "Copain du monde", les bénévoles du Secours populaire mondialisent la solidarité et construisent la résistan-

ce face à ces horreurs, bien en phase avec la devise de l'association : "Tout ce qui est humain est nôtre." Afin de mener à bien ses ac-tions de solidarité, le Secours populaire lance un appel aux dons financiers et au bénévo-lat à toutes les personnes de bonne volonté pour venir en aide aux enfants et aux fa-milles qui ont tout perdu.

> Secours populaire Drôme : 41 Avenue de Verdun, 26000 Valence 04 75 40 96 00 12
> Secours populaire Ardèche : avenue de Chomérac, 07000 Privas. 04 75 64 81 56
secourpopulaire.fr

SOCIÉTÉ

Le numéro Info santé emploi

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES Le Numéro Info Santé Emploi, gratuit pour l'appelant (prix d'un appel local hors coût opérateur), a été créé afin d'informer et orienter vers les acteurs régionaux compétents, les salariés ou leurs employeurs, les travailleurs indépendants ou exploitants agricoles, confrontés à des problématiques de santé ou une situation de handicap qui peuvent compromettre, à terme, leur maintien dans l'emploi. Avec une garantie de confidentialité et d'anonymat. Le Numéro Info Santé Em-ploi : 04 27 46 52 52. Horaires: lundi, mardi, mer-credi, vendredi de 9 h à 12 h 30 et de 13 h 45 à 17 h 15, jeudi de 9 h à 17 h.

Quels services ?
□ Répondre aux ques-tions des appelants sur les sujets santé, emploi, handi-cap (information de premier niveau) et sur le maintien dans l'emploi.
□ Orienter les appelants vers le ou les profession-nel(s) du maintien dans l'emploi compétent(s) (ser-vices de santé au travail, service social de l'assuran-ce maladie, services spé-cialisés, service d'appui au maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés...), en fonction :
- de la situation par rapport à l'emploi (en poste ou en arrêt maladie)
- de leur régime d'assuran-ce maladie d'appartenance -des démarches déjà enga-gées.

Pour qui ?
□ Salariés, travailleurs in-dépendants, exploitants agricoles en difficulté dans leur emploi du fait de pro-blématiques de santé ou d'un handicap (risque d'inaptitude à court, moyen ou plus long terme) et qui ne savent pas à qui s'adres-ser.
□ Employeurs (dirigeants, responsables ressources humaines, managers...) confrontés à une probléma-tique de maintien dans l'emploi d'un ou plusieurs de leurs salariés.
□ Toute personne, profes-sionnel ou structure, qui souhaite avoir de l'informa-tion sur le maintien dans l'emploi.

ALIMENTATION

Les résultats des contrôles sanitaires accessibles

Depuis le 3 avril, les con-sommateurs ont accès aux résultats des contrôles sani-taires réalisés dans tous les établissements de la chaîne alimentaire. Ce dispositif, prévu par la loi d'Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014, correspond à une attente légitime des consommateurs et vise une plus grande trans-parence de l'action de l'État.

Qui est concerné ?
Restaurants, cantines, abattoirs, commerces de dé-tail...

Quel résultat est publié ?
Le résultat de la dernière inspection, sous forme de smiley accompagné d'une mention sur le niveau d'hy-giène de l'établissement

Quand et comment est informé le consommateur ?
Via le site internet Alim'con-fiance (alim-confian-ce.gouv.fr). Via l'application mobile Ali-m'confiance. Dans les établissements de restauration, de distribution et de métiers de bouche qui le souhaitent, via des affichet-tes sur place.

Pendant combien de temps le résultat est-il affiché ?
Les données sur Alim'con-fiance sont accessibles pen-dant un an. Les affichettes sont égale-ment valides pendant un an.

Pour en savoir plus : agriculture.gouv.fr/alimconfiance-les-resultats-des-contrôles-sanitaires-accessibles-tous.

Toute L'INFORMATION en ligne

0,80€/jour seulement
*soit 289€ pour un abonnement d'un an

• L'actualité en illimité sur tous vos écrans
• Le journal numérique dès 6 h le matin
• L'accès aux 33 éditions
• 28 jours d'archives
➤ Rendez-vous sur **ledauphine.com**

COMMENT NOUS JOINDRE

ARDÈCHE

ANNONAY
34, bd. de la République - 07100
Tél. : 04 75 33 31 22
Fax Pub. : 04 75 32 17 78
Fax Rédac. : 04 75 67 76 22
LDLredAnnonay@ledauphine.com

PRIVAS
2 bis, avenue de l'Europe Unie - 07000
Tél. : 04 75 20 25 70
Fax Pub. : 04 75 20 25 71
Fax Rédac. : 04 75 20 25 75
LDLredPrivas@ledauphine.com

AUBENAS
5, rue Victor-Camille-Artige
07200 Aubenas
Tél. : 04 75 93 50 22
Fax Pub. : 04 75 93 35 15
LDLredAubenas@ledauphine.com

Agence de Privas

le dauphiné libéré

COMMENT NOUS JOINDRE

VALENCE
8, rue Baudin
BP931, 26009 Valence cedex
Tél. : 04 75 79 78 00
Fax Pub. : 04 75 79 78 57
Fax Rédac. : 04 75 79 78 50
LDLcentral@ledauphine.com

ROMANS-SUR-ISÈRE
27, Côte des Cordeliers
26100 Romans-sur-Isère
Tél. : 04 75 72 77 50
Fax Pub. : 04 75 72 77 58
Fax Rédac. : 04 75 72 77 59
LDLredRomans@ledauphine.com

MONTÉLIMAR
33, av. Général de Gaulle - 26200
Tél. : 04 75 00 65 30
Fax : 04 75 00 65 38
LDLredMontelimar@ledauphine.com

NYONS
13, pl. Docteur Bourdongle - 26110
Tél. : 04 75 26 71 20
Fax : 04 75 26 28 21
LDLredNyons@ledauphine.com

DRÔME

TAIN
3, rue du 11 novembre
Tél. : 04 75 06 07 07
Fax : 04 75 06 07 06

CREST
33, rue de l'Hôtel de Ville
Tél. : 04 75 25 02 91
Fax : 04 75 25 61 15
LDLredCrest@ledauphine.com

PIERRELATTE
2, avenue Joliot-Curie
26700 Pierrelatte
Tél. : 04 75 04 03 10
Fax : 04 75 04 48 65
LDLredPierrelatte@ledauphine.com

le dauphiné libéré

Partenaire des acheteurs publics pour la collecte et la publication des avis presse & web

Profil acheteur - Plateforme de dématérialisation

www.marchespublics.ledauphine-legales.com

le dauphiné libéré Le JAL (journal d'annonces légales) de vos départements

DROME-ARDECHE
Sylvie Di Giacomo
>> 04 75 79 78 56
Ana Bartel
>> 04 75 72 77 53
LDLlegales26@ledauphine.com
LDLlegales07@tedauphine.com

Selon l'arrêté du 21 décembre 2012 relatif au tarif annuel et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales, sur la base de la ligne de référence éditée en millimètres à l'article 2, le prix du millimètre est de 1,88 EHT pour l'année 2016

MARCHÉS PUBLICS ET PRIVÉS

Procédures adaptées

valence romans HABITAT

VALENCE ROMANS HABITAT

Avis d'appel public à la concurrence

M. le Directeur Général
16 rue Georges Bizet - 26007 VALENCE
Tél. 04 75 82 54 00
Référence acheteur : 18AT-PM-0336-S
L'avis implique un marché public.
Objet : Construction de 33 logements - Rue Jeanne d'Arc - 26100 Romans
Relance du lot 12 - Electricité
Procédure : Procédure adaptée
Forme du marché : Prestation divisée en lots : oui
Lot n° 12 - Electricité
Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération
40% Valeur technique de l'offre appréciée à l'aide du mémoire technique 60% Prix.
Remise des offres : 18/01/18 à 12h au plus tard.
Envoi à la publication le : 02/01/2018
Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur:
http://marchespublics.ledauphine-legales.com

863982600

AVIS

Enquêtes publiques

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE
PRÉFECTURE DE LA DRÔME

Avis d'enquête publique

relative à la demande d'autorisation unique pluriannuelle de l'Organisme Unique de Gestion Collective (OUGC38) pour l'irrigation sur le département de l'Isère et treize communes dans la Drôme

Par arrêté n° 38-2017-340-DDTSE01 du 7 décembre 2017, une enquête publique sur le projet susvisé, d'une durée de 32 jours, est prescrite du 2 janvier 2018 au 2 février 2018 inclus.

Au terme de cette enquête et à l'issue de la procédure, la décision qui sera prise par les Préfets concernés, sera une autorisation ou refus au titre du Code de l'Environnement concernant la Loi sur l'eau, intégrant des prescriptions liées à l'évaluation environnementale et la prise en compte de la séquence éviter-réduire-compenser.

Une commission d'enquête a été désignée par le Président du Tribunal Administratif de Grenoble pour conduire l'enquête publique. Elle est composée de Mme Isabelle BARTHE, consultante, présidente de la commission, et de deux membres, M. Denis CRABIERES, guide de Haute Montagne et M. François JAMMES, ingénieur retraité. En cas d'empêchement de Mme Isabelle BARTHE, la présidence de la commission d'enquête sera assurée par M. Denis CRABIERES.

Sont consultables sur les sites des services de l'Etat en Isère et dans la Drôme, l'arrêté inter-préfectoral d'ouverture de l'enquête publique et ses deux annexes : la liste des communes concernées (annexe 1) et les coordonnées et horaires d'ouverture des différents lieux de dépôt du dossier et permanences (annexe 2).

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier présenté à l'enquête sera mis à disposition du public dans les lieux cités en annexe 2 de l'arrêté inter-préfectoral d'ouverture. Le dossier comprend notamment la demande d'autorisation unique loi sur l'eau et ses compléments dont un mémoire en réponse, l'étude d'impact et les annexes, l'avis du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, en tant qu'autorité environnementale, les avis des commissions locales de l'eau du SAGE de la Bourbre, du SAGE de l'Est Lyonnais, du SAGE Drac-Romanche et du SAGE Bièvre-Liers-Valloire.

La commission d'enquête se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations dans les conditions suivantes :

Lieux de permanence	Jours de permanences	Heures de permanences
Sous-Préfecture de La Tour du Pin	Lundi 8 janvier 2018	08h30 à 10h30
Mairie de La Côte Saint André	Mercredi 10 janvier 2018	14h30 à 16h30
Mairie de Grenoble	Samedi 13 janvier 2018	10h00 à 12h00
Sous-Préfecture de Vienne	Mardi 16 janvier 2018	09h30 à 11h30
Mairie de Saint Marcellin	Jeudi 18 janvier 2018	15h00 à 17h00
Mairie de Vif	Vendredi 19 janvier 2018	09h00 à 11h00
Mairie d'Anneyron	Lundi 22 janvier 2018	15h00 à 17h00
Mairie de Grenoble	Mercredi 24 janvier 2018	15h30 à 17h30
Mairie de La Côte Saint André	Samedi 27 janvier 2018	10h00 à 12h00
Mairie de Saint Marcellin	Mardi 30 janvier 2018	08h30 à 10h30
Sous-Préfecture de La Tour du Pin	Jeudi 1 ^{er} février 2018	09h30 à 11h30
Mairie de Vif	Vendredi 2 février 2018	15h00 à 17h00

Deux réunions publiques sont organisées :
- Mercredi 10 janvier 2018, de 18h30 à 20h30 à La Côte Saint André - Château Louis XI, rue des Remparts - salle aile nord,
- Jeudi 18 janvier 2018, de 18h30 à 20h30 à la mairie de Saint Marcellin salle du conseil municipal.

Pendant toute la durée de l'enquête publique, le dossier pourra également être consulté sur le site internet suivant :http://rhone-alpes.synagri.com/synagri/synagri.nsf/pages/ougc-(orga-nisme-unique-de-gestion-collective)

Un poste informatique sera mis à disposition du public, en libre accès et gratuitement pour consulter le dossier, sur rendez-vous à la Direction Départementale des Territoires de l'Isère - Service Environnement.

Pendant toute la durée de l'enquête, les observations et propositions du public peuvent être :
- Consignées sur les registres d'enquête tenus à sa disposition dans les lieux précisés où est déposé le dossier. Ces registres, établis sur feuillets non mobiles, sont cotés et paraphés par la présidente de la commission d'enquête ou un des membres de la commission d'enquête.
- Adressées par courrier à la présidente de la commission d'enquête ou un des membres de la commission d'enquête à la Direction Départementale des Territoires de l'Isère - Service Environnement 17 bd Joseph Vallier - BP 45 - 38040 Grenoble Cedex 9, siège de l'enquête publique, avant la clôture de l'enquête. Le courrier devra porter la mention "à l'attention de Madame la Présidente de la commission d'enquête - EP OUGC".
- Adressées par voie électronique à l'adresse suivante : ddt-se-observations-ep-f6@isere.gouv.fr jusqu'au 2 février 2018 - 17 h.
- Reçues par la présidente de la commission d'enquête ou un des membres de la commission d'enquête, sous forme écrites ou orales aux lieux, jours et heures fixés dans le tableau ci-dessus.

Toutes les observations et propositions du public seront accessibles sur le site internet des services de l'Etat en Isère : http://www.isere.gouv.fr/Publications/Mises-a-disposition-Consultations-enquetes-publiques/Enquetes-publiques.

Toute personne peut s'adresser au responsable du projet auprès duquel des informations peuvent être demandées : Organisme Unique de Gestion Collective - Chambre d'Agriculture de l'Isère - 40, avenue Marcelin Berthelot - BP2608 - 38036 Grenoble Cedex 2
Tél. 04 76 20 68 68.

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la - Direction Départementale des Territoires de l'Isère - Service Environnement précité.

Toute personne intéressée pourra, après l'enquête publique, prendre connaissance du rapport, et des conclusions motivées de la commission d'enquête qui seront tenus à la disposition du public, pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête, à la Direction. Départementale des Territoires de l'Isère - service Environnement, en Préfecture de la Drôme, en Sous-Préfecture de La Tour du Pin, en Sous-Préfecture de Vienne, et en mairie de Grenoble et sur les sites des services de l'Etat en Isère (www.isere.gouv.fr), et dans la Drôme (www.drome.gouv.fr) à compter de leur publication.

859229700

PRÉFET DE L'ARDÈCHE

Avis d'enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire

Projet d'aménagement dans le quartier Saint-Alban à Viviers

Il sera procédé conjointement, sur le territoire de la commune de Viviers, du **lundi 15 janvier 2018 au vendredi 16 février 2018 inclus**, aux **enquêtes prescrites** par l'arrêté préfectoral n° SIPPAT-BCEP-2017-12-18-01 du 18 décembre 2017, préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de création d'un accès véhicules légers puis d'un cheminement piéton quartier Saint-Alban à Viviers, et parcellaire en vue de l'acquisition par la commune de Viviers des terrains nécessaires à la réalisation de ce projet d'aménagement.

Pendant toute la durée des enquêtes, le public pourra prendre connaissance de l'ensemble des pièces du dossier déposé en mairie de Viviers, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

M. Pierre ESCHALIER, désigné en qualité de commissaire enquêteur, recevra les observations du public sur l'utilité publique de l'opération, à l'occasion de permanences en mairie de Viviers :

- **le lundi 15 janvier 2018 de 10 h 30 à 12 h 30 ;**
- **le mardi 30 janvier 2018 de 10 h 30 à 12 h 30 ;**
- **le vendredi 16 février 2018 de 15 h 00 à 17 h 00.**

Toute personne intéressée pourra également formuler ses observations, pendant toute la durée des enquêtes conjointes :

- en les consignait directement sur les registres d'enquêtes ouverts à cet effet en mairie ;
- en les adressant par correspondance au commissaire enquêteur à l'adresse de la mairie de Viviers, 2, avenue Pien-Mendès-France, 07220 VIVIERS ;
- en les adressant par voie électronique à l'adresse commissaire.enqueteur.viviers@gmail.com

S'agissant des observations sur les limites des biens à exproprier, celles-ci seront obligatoirement consignées par écrit par les intéressés sur le registre d'enquête parcellaire ouvert en mairie, ou adressées par correspondance au commissaire enquêteur, à l'adresse ci-dessus.

Dans le délai d'un mois à compter de la clôture des enquêtes, le commissaire enquêteur transmettra au préfet de l'Ardèche son rapport et ses conclusions motivées, sur l'utilité publique et l'emprise des ouvrages projetés, qui seront tenus à la disposition du public en mairie de Viviers et publiés sur le site internet de l'Etat en Ardèche www.ardèche.gouv.fr pendant une durée minimale d'un an.

A l'issue de la procédure, le préfet de l'Ardèche est l'autorité compétente pour déclarer l'utilité publique du projet et la cessibilité des propriétés ou parties de propriétés concernées.

Notification individuelle du dépôt en mairie du dossier d'enquête parcellaire sera faite par le maire de Viviers, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, aux propriétaires et usufruitiers intéressés, figurant sur la liste de l'état parcellaire, et précisera que ceux-ci sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant, dans le délai d'un mois, les fermiers, les locataires, les personnes qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et celles qui peuvent réclamer des servitudes

Le public est par ailleurs informé que toutes les autres personnes intéressées sont tenues de se faire connaître à l'expropriant dans un délai d'un mois, à défaut de quoi elles seront, en vertu des dispositions de l'article L. 311-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, déchues de tous droits à indemnité.